

Ce texte est tiré du site en anglais « *The Rojava Report : News from the Revolution in Rojava and Wider Kurdistan* » (<https://rojavareport.wordpress.com/>) où il a été mis en ligne le 22 décembre 2014. Il a été traduit en français en décembre 2014 par une personne du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (et d'ailleurs) : <http://ablogm.com/cats/>

Les noms de lieux ont été repris tels quels pour des raisons de facilité. Le texte a été féminisé et il est librement utilisable par tous et toutes.

Nous l'avons traduit car, directement ou indirectement, il apporte, politiquement, économiquement et socialement, des éléments d'information et de réflexion sur la nature concrète de l'expérience démocratique en cours au Kurdistan Syrien. Or ces d'informations concrètes sont rares, souvent partielles et parfois contradictoires. Et cela devrait nous inciter, en tant que révolutionnaires, à parfois un peu plus de prudence dans nos déclarations et publications, car, sans tomber dans un purisme idéologique facile et méprisant, il ne faudrait pas non plus prendre la réalité pour ce qu'elle n'est pas.

Le Ministre de l'Économie du Canton d'Efrin : Le Rojava défie les normes de classe, de genre et de pouvoir.

L'entretien suivant a eu lieu avec le Dr. Amaad Yousef, le Ministre de l'Économie du Canton d'Efrin au Rojava (Kurdistan syrien) et il a été publié dans le journal « *Özgür Gündem* ». Yılmaz a parlé avec le Dr. Yousef alors qu'il prenait part à une conférence organisée par le Congrès de la Société Démocratique (DTK en kurde) dans la ville de Van le mois dernier. Le sujet de la conférence était « l'économie démocratique ». L'interview a ensuite été traduite en anglais.

- Parlons un peu d'avant la révolution. Quel était le statut des kurdes ? Quelles choses avaient-ils ?

Géographiquement, le Rojava couvre une zone de 18 300 kilomètres carrés. Il est divisé en trois cantons¹. Toutefois le Rojava peut supporter une population deux ou trois fois plus grande que celle qui vit là. 60% des pauvres de Syrie étaient des kurdes. Parce qu'ils (le régime des El Assad - NDT) n'autorisaient pas l'ouverture des usines ou le développement de toute forme d'enrichissement dans la région du Rojava. Par exemple, à Efrin, il y avait près de 200 usines de transformation des olives. En dehors de cela, il n'y avait pas le moindre petit atelier. Les kurdes riches vivaient à Damas et Alep et avaient des relations proches avec le régime. Le régime a pris des terres dans certaines régions en utilisant des arabes qu'il a établis dans certaines régions sous le couvert de sa politique de « ceinture arabe »². Cette politique fut appliquée particulièrement dans le canton du Cizîrê.

- Comme pour Efrin...

La politique du régime était quelque chose comme « laissons les gens avoir des difficultés à survivre, vendre leurs biens et leur propriété et émigrer ». Ils ont laissés les arabes venir et s'établir dans la zone. Du fait de l'embargo en place sur la région, les gens bougeaient vers Damas et Alep. Par exemple, il y avait un endroit à Damas appelé « Zorava ». Comme on le comprend à partir du nom, les kurdes ont construit cette zone avec leur propre travail. C'était un quartier sous l'administration du centre de la ville et une zone pauvre. Avant la révolution, la population kurde à Alep avait atteint un million. Presque tous et toutes vivaient à Şex Meqsut and Eşrefi. Si cette politique avait continué encore 10 ans de plus, les kurdes auraient perdu toute connection avec leur propre géographie.

¹ Ces 3 cantons sont le long de la frontière avec la Turquie, qui les place sous blocus, et ils sont séparés entre eux par des zones contrôlées par les djihadistes du Front Al-Nosra ou de l'État Islamique ou par des unités de l'Armée Syrienne Libre.

² Le régime syrien a favorisé, dans les années 60-70, l'installation de populations arabes afin de mettre en minorité les kurdes dans certaines parties du Kurdistan syrien. Cette politique de colonisation intérieure a pris le nom de "ceinture arabe".

- *Qu'est-ce que les kurdes vivant à Alep et Damas faisaient comme travail ?*

Ils et elles travaillaient dans les restaurants, les usines, la construction, c'est-à-dire des emplois que personne ne voulait faire. Des travaux difficiles et dangereux... Tous les « sales » boulots que les arabes ne faisaient pas. 90% vivaient dans la pauvreté.

- *Était-ce une politique systématique ?*

Le régime a passé une loi en 2008 afin de forcer les kurdes à émigrer. Avec cette loi il était très difficile pour les kurdes de posséder une propriété. En même temps elle rendait beaucoup plus facile pour les arabes le fait d'acheter cette propriété.

- *Y avait-il des écoles et des hôpitaux ?*

Il y avait des écoles élémentaires et moyennes dans chaque village du canton d'Efrin. Ces écoles étaient construites pour l'assimilation. Vous ne trouviez pas un seul lycée ou école professionnelle qui étaient interdits. L'éducation en langue kurde était interdite. Les routes étaient un peu développées pour la sécurité. À Kobanê il y avait un hôpital et dans le canton du Cizîrê, dans la ville de Qamişo, il y avait un hôpital d'État mais ce n'était pas un hôpital avancé. Les patientEs sérieusement malades étaient transféréEs à Alep ou à Damas. UnE patientE à Efrin ne pouvait être traitéE à Efrin. Il n'y avait rien pour satisfaire les nécessités de la vie. Par exemple, si vous alliez acheter des vêtements pour un mariage, vous deviez aller à Damas ou à Alep.

- *Si vous parliez des quelques choses qu'il y avait ?*

La chose qui était développée, c'était l'usure. Dans le district de Reco du canton d'Efrin, vous saviez quelle maison appartenait à qui. Vous pouviez regarder une maison et dire que c'était celle d'unE usurierE. Il y avait une tribu arabe appelée les Boben. Le travail principal de cette tribu était l'usure. Ils et elles rendaient les kurdes sans maison et sans propriété. En échange de l'intérêt, ils et elles prenaient leur propriété et les forçaient à émigrer. La chose qui nous faisait le plus de peine avant 2011, c'était l'effondrement de la morale et de la conscience. Cette vie était très difficile pour nous...

- *Quelle est la situation en ce qui concerne l'infrastructure ?*

Il n'y avait pas d'élections au sein du système municipal en Syrie. Le parti Baath était nommé et choisi comme une formalité. Ceux qui voulaient être nommés distribuaient de l'argent et étaient choisis.

- *Pouvez vous expliquer un peu à propos des premiers jours de la révolution ?*

Le processus appelé le Printemps Arabe a duré 28 jours en Tunisie. En Égypte, la résistance continua durant 18 jours. En Libye plus de sang fut versé et Kadhafi s'en alla. Au Yémen beaucoup de sang fut versé. En ce qui nous concerne nous comptons sur une période de 3,5 ou 10 mois. Nous nous trompions sur ce sujet, toutefois tous nos autres calculs étaient bons. Si nous avons été du côté de l'opposition en Syrie, pas grand-chose n'aurait changé parce que l'approche de l'opposition envers les kurdes n'était pas différente de celle du régime.

- *Quelle fut l'attitude du régime durant ces [premiers] jours ?*

Les arabes disaient « Nous vous attendons. Rebellez-vous, nous sommes prêts, renversons le régime ». Nous disions « Non, nous sommes 15% de la Syrie et vous êtes 85% de la Syrie. Que 50% d'entre vous se soulève et 100% d'entre nous se soulèvera ». Ils se sont trouvés être des menteurs. Si nous avons fait comme ils voulaient que nous le fassions, le régime aurait dit « Ceux-là veulent briser la Syrie » et ils auraient organisé tous les arabes contre nous. Et les kurdes au Rojava auraient dû faire face à un génocide. Nous avons réalisé la situation. Nous disions que nous allions mettre en application notre modèle sur une fondation démocratique et sans bain de sang et que notre porte était ouverte à celles et ceux qui voulaient se joindre à nous.

- *Quelle est la première tâche que vous ayez entreprise ?*

Avec le début de la révolution, passé la première année, nous avons fondé un journal et une chaîne de télé. Nous avons formé une assemblée du peuple. Nous avons jeté dehors les éléments du régime qui étaient parmi nous. Nous avons mis à la porte les organisations et les gens connectés au régime mais nous

n'avons pas fait de tort où que ce soit. Il était même interdit de forcer une caisse. Avant la révolution, 450 000 personnes vivaient à Efrin. Après la révolution, la population dépassa 1 million. Près de 200 000 arabes sont venus et se sont installés.

- *Quelle fut votre première tâche en terme d'économie ?*

Quand Efrin fut sûre et paisible, le développement du commerce rétablit son pas. Des bâtiments furent construits, des ateliers furent ouverts. De manière à mettre un système en place, un Centre de Développement Économique fut fondé dans le district central de Derik. Des branches s'occupant de choses comme le commerce, l'agriculture, les métiers, l'architecture et qui étaient connectées à ce centre furent ouvertes à Qamişlo, Kobanê et Efrin. Après cela, des associations de métiers et de commerce furent fondées.

- *Qu'est ce qui existe maintenant en terme d'usines, d'ateliers etc ?*

Il y a maintenant à Efrin 50 fabriques de savon, 20 usines de production d'huile d'olive, 250 fabriques de transformation de l'olive, 70 fabriques de matériaux de construction, 400 ateliers textile, 8 usines de chaussures, 5 usines produisant du nylon, 15 fabriques de marbre. 2 minoteries et 2 hôtels ont été construits. Nous sommes le premier et unique lieu de production de savon en Syrie. Nous travaillons à développer le commerce autour des produits de laiterie, des fruits et des autres produits alimentaires. Nous faisons tout cela dans les villages donc les gens retournent à leurs villages. Une nouvelle fois un barrage fut construit pour fournir de l'eau potable. Nous avons créé une marque « Made in Efrin ». Nous avons interdit la création de toute nouvelle usine d'olive dans une perspective environnementale. Nous avons également interdit les ateliers de fonderie de plomb pour protéger la santé humaine.

- *Quelle est la situation concernant les droits personnels et l'organisation ?*

Plusieurs organisations de droits civiques ont été fondées. Les ingénieurs, les agriculteurs-riche et les fermiers ont formé leurs propres unions. Des syndicats ont été créés. Pour la première fois à Efrin, six instituts ont été fondés dans les domaines de la santé, du commerce, de l'agriculture, des sports, du théâtre et de la musique.

- *Métiers, emploi...*

Avant la révolution, il n'y avait pas de travail en dehors d'une paire de métiers. Maintenant, à Efrin, il n'y a pas de chômage avec une population de plus d'un million. Celui ou celle qui le veut peut avoir un emploi...

- *Y a-t-il eu un retour des kurdes qui étaient allés à Damas ou à Alep comme travailleurs et travailleuses ?*

Oui – tailleurs-euses, serveurs-euses, travailleurs de la construction, docteurs, enseignants, toutes sortes de gens sont revenus et ils et elles fournissent maintenant des services à leur propre peuple. Certaines personnes ont émigré en Europe, mais une proportion significative de travailleurs et travailleuses qualifiées sont revenus. La qualité a augmenté. Le retour des kurdes qui faisaient les métiers « les plus sales » et les plus difficiles est devenu fantastique³.

³ Le retour des kurdes vers le canton d'Efrin est loin de tenir uniquement à d'hypothétiques raisons matérielles, économiques ou politiques. La situation économique du canton d'Efrin est précaire et hormis quelques produits de base dont l'auto-production semble suffisante ou en passe de le devenir, tout le reste doit être importé au prix fort par des filières de contrebande. Cette situation a entraîné il y a peu un appel à la solidarité humanitaire internationale de la part de l'administration du canton, particulièrement en ce qui concerne la situation médicale qui est apparemment très dégradée faute de médicaments et de matériels en quantité suffisante. La situation économique, matérielle des populations du canton d'Efrin n'apparaît pas meilleure que celle des quartiers kurdes de Damas et Alep.

La différence semble surtout concerner la situation sécuritaire des populations. À Damas, elles vivent sous la botte répressive du régime El Assad et dans des zones où des combats intermittents se produisent entre le régime et la rébellion syrienne et à Alep les combats n'ont pratiquement pas cessé soit entre la rébellion et le régime soit entre différentes factions de la rébellion (pour la plupart hostiles aux kurdes). Les kurdes y vivaient retranchés, au sens militaire du terme, dans leurs quartiers communautaires, subissant suivant les périodes soit les attaques des troupes

- *Quelle est la monnaie et comment circule-t-elle ?*

Nous continuons avec la monnaie syrienne. Les intérêts sont interdits et personne ne peut en toucher. Celles et ceux qui le font passent en procès et doivent faire face aux conséquences. Il y a des banques d'État, survivance du régime, mais elles ne travaillent pas. Nous avons travaillé autour des banques et il y a des banques dans tous les cantons. Toutefois, dans les villages, des banques de village doivent être ouvertes. Pour l'instant, les gens épargnent en mettant l'argent sous leurs matelas.

- *Et les choses comme les taxes, la douane et les importations...*

Nous sommes en train d'étudier le système de taxe de la Région Autonome Basque. Les taxes sont collectées et ces taxes sont distribuées aux ministères en fonction des besoins. Il y a une transparence autour de ces questions. Les citoyenNEs savent où les taxes qu'ils et elles payent sont dépensées. Cependant nous ne pouvons pas encore dire que ce système est entièrement en place.

- *Comment faites vous pour vos besoins énergétiques ?*

Toute notre électricité provient de l'Armée Syrienne Libre et par conséquent nous ne pouvons pas beaucoup la contrôler. Il y a des groupes électrogènes dans tout le canton et dans chaque village. Ils fournissent au moins 12 heures d'électricité [par jour]. Nous avons commencé un projet pour aménager l'énergie éolienne. Auparavant, l'eau était amenée dans des citernes. Grâce à une coopérative populaire qui a été fondée avec la municipalité, un barrage a été construit et il fournit les besoins en haut.

- *Comment déterminez vous votre politique des prix ?*

Efrin a subi un « siège » l'hiver dernier. Ces circonstances ont rendu les choses un peu difficiles pour nous. Un sac de farine est monté de 3000 à 6500 livres syriennes. L'administration du canton a pris une décision et a annoncé que tout sac de farine vendu plus 4100 livres syriennes serait confisqué. Après cela nous avons formé un comité et déterminé que la farine produite dans le canton d'Efrin serait suffisante pour nous-mêmes. Nous avons immédiatement commencé à faire travailler deux moulins et stoppé l'exportation de farine. De cette manière le prix de la farine a été ramené à 3500 livres syriennes. En même temps nous mettons en place des routes d'importation pour le commerce, les stocks alimentaires et les produits médicaux⁴.

du régime, soit celles de tel ou tel groupe rebelle, ou alliance fluctuante et réversible de groupes rebelles, plus ou moins islamistes. Plus que des raisons économiques, c'est cette situation qui semble avoir poussé de nombreux-ses kurdes à aller chercher refuge dans le canton d'Efrin, relativement épargné par les combats terrestres, à part ponctuellement sur sa bordure, et qui n'est pas bombardé par l'aviation du régime.

Cette absence de bombardements, cette situation de « ni paix ni guerre » entre le régime et les territoires kurdes constitue d'ailleurs une zone d'ombre. Le régime est parti des territoires kurdes plus qu'il n'en a été chassé et ce départ a fait l'objet de tractations occultes entre le régime et la direction du PYD. En se retirant des territoires kurdes en 2012, le régime a récupéré une force de frappe militaire qu'il a rapidement retourné contre la rébellion et il a créé, aux portes de la Turquie, un territoire autonome kurde, un véritable cauchemar pour le gouvernement turc qui veut la chute du régime mais est toujours confronté, en Turquie même, aux aspirations autonomistes de la partie kurde de sa propre population. Du coup, le gouvernement turc a poussé les factions islamistes présentes en Syrie (qu'il arme, finance et soutient logistiquement en sous-main) à attaquer militairement les territoires kurdes, ce qui a également contribué à soulager militairement le régime El Assad. Les kurdes y ont quant à eux et elles gagné des territoires autonomes, mais fréquemment attaqués militairement, où ils et elles peuvent mener leur expérience démocratique et aussi apparemment l'assurance que le régime ne les bombarderait pas.

En tout état de cause, et non sans raisons, le mouvement kurde a choisi de ne lier son sort qu'à lui-même et pas au régime ni à la rébellion, celle-ci n'a d'ailleurs jamais rien proposé politiquement aux populations kurdes discriminées en terme de reconnaissance sociale et culturelle et en terme d'autonomie politique régionale et les éléments islamistes qui gangrènent la rébellion ont rapidement attaqué unilatéralement les enclaves kurdes, confirmant ainsi les craintes kurdes quant au type de « libération » que la majeure partie de la rébellion leur réservait. NDT.

⁴ Le canton d'Efrin est en grande partie enclavé par le territoire turc et le gouvernement turc a placé sous blocus les cantons autonomes kurdes. La situation au sud du canton, la partie qui débouche sur le territoire syrien, semble assez mouvante. L'Armée Syrienne Libre (ASL) y est présente, et les relations de celle-ci avec le canton kurde sont parfois conflictuelles. Des forces djihadistes, comme le Front Al-Nosra, très hostiles aux populations kurdes, sont

- Comment faites vous pour la santé et l'éducation ?

Un hôpital appartenant au canton a été construit. Il y a aussi des hôpitaux privés. Maintenant il y a en moyenne près d'un millier de personnes recevant un traitement chaque jour. Il y a même des gens qui viennent d'Alep. Nous travaillons pour que, dans la période qui vient, nous comblions les déficiences technique et médicales de manière que nous puissions faire de la plus grosse chirurgie comme la chirurgie cardiaque. Il n'y a pas de factures encaissées pour les pauvres en échange des services médicaux. Les factures encaissées auprès de celles et ceux qui ont les moyens couvrent complètement les coûts de l'hôpital. Le système de salaire n'a pas encore été entièrement fixé. Cependant, certaines factures sont également prises en charge par le canton. Les écoles ont été ouvertes dans tous les villages. Maintenant nous avons des préparatifs pour ouvrir une université.

- Le gouvernement turc et quelques autres cercles prétendent que « le Rojava est sous l'oppression du PYD »⁵. Que dites vous de telles affirmations ?

Celles et ceux qui disent cela sont prisÉS dans une course de chevaux politique. Celles et ceux qui avancent cela ont des intérêts politiques à ce que ce système ne fonctionne pas. Je suis le Ministre du Commerce et de l'Économie pour le canton mais je ne suis pas un membre du PYD. Nous avons nos amiÉS arabes. Nous avons des amiÉS de différents peuples et différentes organisations sociales qui travaillent avec nous. Nous ouvrons le chemin pour le commerce.

- Il y en a aussi, dans les mêmes cercles, qui décrivent le système comme étant « celui de la Corée du Nord ». Est-ce que le capital ou la propriété privée sont interdits ou menacés ?

Le capital privé n'est pas interdit mais il est fait pour s'ajuster à nos idées et à notre système. Nous développons un système autour des coopératives et des communes. Cependant, cela ne prouve pas que nous sommes contre le capital privé. Ils se complèteront l'un l'autre. Nous croyons que quand le système des coopératives est développé le capital privé moral peut être ajouté dans certaines parties de l'économie. La société du Rojava sera rendue meilleure de cette manière et éloignée du système libéral. Dans le système libéral, le gros poisson avale le petit et il n'y a pas de moralité. Dans notre canton, une Organisation du Commerce et de l'Industrie a été fondée et elle a 7000 membres. Ici il n'y a qu'une seule chose qui est interdite et c'est le capital financier.

- Il est dit que le régime paye les salaires de vos travailleurs et travailleuses. Est-ce vrai ?

Cela n'est pas vrai. Aucun de nos projets n'est financé par le régime. Maintenant, il y a, dans l'ensemble de la Syrie, d'ancienNES employÉEs de l'État qui vont s'adresser au régime en disant « Je suis en poste et je fais mon travail » et qui prennent leur salaire. Cela ne fait aucune différence qu'ils et elles fassent ou pas leur travail, ils et elles disent cela. C'est pareil dans les zones sous le contrôle de l'Armée Syrienne Libre, et c'est également comme cela dans des zones sous le contrôle d'autres pouvoirs. Les gens prenant un salaire du régime font cela dans toute la Syrie.

-Maintenant, quelle est la chose la plus bon marché et la plus chère dans le canton ?

Tout ce qui est produit dans le canton d'Efrin est bon marché. Parce que c'est une zone sûre, les loyers sont chers, cependant nous avons commencé des préparatifs de coopératives de construction et nous allons assurer le droit au logement pour tous et toutes.

également de plus en plus présentes et elles semblent chercher à chasser progressivement les forces de l'ASL des abords du canton (qu'elles attaqueront tôt ou tard si elles en ont finalement la possibilité géographique). Les routes commerciales dont il est ici question doivent donc vraisemblablement être entendues plus comme d'onéreuses filières de contrebande, ou des échanges limités et de proximité avec les zones proches tenues par l'ASL, que comme de véritables routes commerciales libres et ouvertes. NDT.

⁵ Le PYD est le principal parti kurde en Syrie et un des principaux déclencheurs de la dite « révolution démocratique » au Kurdistan syrien. C'est un parti frère du PKK du Kurdistan de Turquie. Son fonctionnement semble assez vertical et autoritaire. Ses bases politiques sont socialisantes, laïques, antisexistes et promeuvent la coexistence démocratique et autonome des différentes communautés ethniques, culturelles et religieuses présentes au Kurdistan syrien. Il est très implanté dans l'administration des cantons et il contrôle la direction des YPG (mixtes) et des YPJ (composées uniquement de femmes), les unités militaires chargées de la défense des cantons.

- Vous avez expliqué que vous êtes en train d'instituer une « modernité démocratique » au côté de la « modernité capitaliste ». Y a-t-il des contradictions qui sont en train d'émerger ?

Afin de construire le système d'une nation démocratique, il y a besoin d'un peu de temps. Nous ne pouvons pas tout faire en un jour. Afin de créer ce système, nous avançons jour après jour. Nous travaillerons jusqu'à ce que nous y arrivions et nous agirons toujours par rapport à un compas moral. Nous protégerons les droits des pauvres et des sans pouvoir, des coopératives et des communautés contre le riche.

- Où sont les femmes dans ce système que vous avez décrit ?

Je peux confortablement répondre que les femmes sont le cœur de ce système. Il fonctionne avec un système de quota de 40% de femmes. Les femmes ont eu un rôle dans la sphère économique depuis le début. En fait les femmes ont eu un grand rôle dans tous les aspects du processus révolutionnaire et dans la construction de ce système.

- Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter ?

Je peux dire ceci aux gens du Kurdistan du Nord (c'est-à-dire la partie du Kurdistan située en territoire turc - NDT). Le Rojava est un tube respiratoire pour le Nord. Et le Nord est un tube respiratoire pour le Rojava. Nous devons travailler ensemble de manière à construire ensemble en suivant ce principe et montrer ses développements. Nous devons faire des efforts ensemble afin de construire le système de la nation démocratique.

- De quoi avez-vous le plus besoin ? Avez-vous un appel pour le gouvernement turc ?

Nous avons besoin que le gouvernement turc ouvre la porte de la frontière.